

# STATEMENT DISCOURS

SECRETARY  
OF STATE  
FOR EXTERNAL  
AFFAIRS.

SECRÉTAIRE  
D'ÉTAT AUX  
AFFAIRES  
EXTÉRIEURES.



NOTES POUR UNE ALLOCUTION  
DU SECRÉTAIRE D'ÉTAT  
AUX AFFAIRES EXTÉRIEURES,  
L'HONORABLE MARK MACGUIGAN,  
DEVANT LE  
CONSEIL CANADIEN DES GRAINS  
WINNIPEG,  
LE 6 AVRIL 1982

---

LE CANADA ET LES PROBLÈMES  
ALIMENTAIRES MONDIAUX

---

(TRADUCTION)

Je suis heureux de cette occasion qui m'est donnée de prendre aujourd'hui la parole devant le Conseil canadien des grains. Puisque, durant votre réunion de deux jours, vous vous pencherez sur la place du transport dans l'industrie céréalière, et que vous axerez principalement votre attention sur les possibilités offertes par la bordure de l'Atlantique, je crois qu'il serait opportun que je passe brièvement en revue les grandes questions dont vous discutez et que je les situe dans le contexte de notre politique étrangère et de la contribution du Canada aux efforts internationaux en vue de régler les problèmes globaux de la production et de la distribution des denrées alimentaires.

Point n'est besoin de vous rappeler l'importance des céréales dans l'Ouest du Canada - l'importance pour vous, pour l'Ouest canadien, pour l'ensemble du Canada et pour d'autres pays. En termes économiques, l'industrie des céréales et des oléagineux est le troisième contributeur en importance au chapitre de notre balance des paiements, -- plus de 6 milliards de dollars l'an dernier. L'industrie renforce l'économie canadienne, soutient le dollar et est l'un des piliers de notre prospérité. On y trouve un peu de tout: économique, politique intérieure, stratégies internationales, sciences, météorologie, spéculation sur les produits de base ... et travail acharné. À ces facteurs à court terme qui sont votre lot quotidien viennent s'ajouter des préoccupations à plus long terme quant à la tendance future de la demande de denrées et la capacité de la communauté internationale, et plus particulièrement des nations exportatrices comme le Canada, de satisfaire cette demande.

Rares sont les facettes de nos vies qui ne sont pas touchées d'une façon ou d'une autre par l'impact d'événements qui surviennent ailleurs. L'invasion de l'Afghanistan ou la situation des réfugiés économiques en Afrique ont une incidence sur votre industrie et sur les actions des producteurs. Parallèlement, il nous faut prendre ces événements et cette incidence en considération dans l'élaboration de notre politique étrangère. La question alimentaire est l'un des aspects clés des relations Nord-Sud et Est-Ouest et durant les deux années où j'ai occupé le poste de secrétaire d'État aux Affaires extérieures, les problèmes et les préoccupations de l'industrie céréalière ont occupé une place importante dans notre politique étrangère, et lors des discussions que j'ai eues avec des dirigeants d'autres gouvernements.

Aujourd'hui, j'essaierai de m'arrêter sur certaines des préoccupations à plus long terme et sur les questions liées à la production et à la distribution des denrées alimentaires. On s'entend généralement pour dire que les questions alimentaires prendront une importance plus

marquée au cours des années 80; vu le rôle de grand producteur et exportateur de denrées du Canada, il découle que la question recevra davantage d'attention dans notre politique étrangère, tant en raison du relèvement de vos objectifs concernant les exportations céréalières que de la préoccupation humanitaire traditionnelle du Canada et de sa réaction positive aux besoins alimentaires mondiaux.

Cela dit, nous entrevoyons les futurs problèmes alimentaires de la planète comme un défi que nous serons appelés à relever de concert avec d'autres grands producteurs et exportateurs. La stratégie du Canada doit avoir pour objet d'encourager la pleine mise en valeur de notre potentiel agricole à partir d'une base de production saine, de sorte que nous puissions nous acquitter de nos responsabilités tant nationales qu'internationales. Nos points forts sont bien connus. Je suis à même de le constater constamment au cours de mes voyages. Les céréales canadiennes sont vendues dans plus de 90 pays. La réputation du Canada en tant que fournisseur sûr de blé de qualité fait l'envie d'autres pays producteurs de céréales, et cette réputation bien méritée s'améliore constamment. L'agriculture canadienne est l'une des plus productives et des plus efficaces au monde et ce, malgré notre climat; la production des exploitants agricoles canadiens est plus de cinq fois supérieure à celle d'il y a trente ans, et ces derniers diminuent constamment leurs dépenses de consommation. Je nous vois partager généreusement nos connaissances et notre expertise par le biais d'un éventail de programmes et de projets d'aide auxquels mon ministère est associé et qui sont exécutés par l'ACDI, le CRDI et diverses organisations internationales.

Cette solide base productive s'est développée en réponse à un besoin réel. Le commerce des céréales s'est accru de façon prodigieuse tout au cours de la dernière décennie en réaction aux poussées démographiques et au relèvement des niveaux de vie. Malgré une période faite de faible croissance économique ou de récession, d'inflation élevée, de chômage et de difficultés au niveau de la balance des paiements, toutes les projections pour les deux prochaines décennies laissent entrevoir une croissance continue de la demande et des contraintes au niveau de l'approvisionnement dans bon nombre de régions.

De son côté, le gouvernement continuera de soutenir les améliorations apportées à la capacité de production du Canada. Aux termes de la Stratégie agro-alimentaire du gouvernement rendue publique par M. Whelan, la production agricole doit augmenter des deux tiers d'ici à l'an 2000. Les objectifs de 30 millions de tonnes métriques en 1985 et 36 millions en 1990 annoncés au titre des exportations de céréales appellent implicitement une hausse sensible de la

production de céréales au pays, et tout particulièrement dans l'Ouest. Ce relèvement nous rendra certes davantage capables de relever le défi posé par les problèmes alimentaires mondiaux dans les années 80 et 90.

L'amélioration de la sécurité alimentaire mondiale est l'un des objectifs globaux importants de notre politique étrangère, tout particulièrement dans le contexte du dialogue Nord-Sud. J'ai mentionné plus tôt le principal défi auquel nous sommes confrontés au plan de la production ainsi que certaines des choses que nous faisons au Canada afin d'améliorer notre capacité de production et répondre aux besoins mondiaux. On a dit que le monde produit maintenant plus qu'il ne faut de denrées alimentaires pour nourrir adéquatement l'humanité, et que certains pays développés doivent maintenant restreindre leur production alimentaire de façon à éviter les effets dissuasifs de la surproduction. Des études récentes ont confirmé qu'il existe, sur les plans technique et économique, de vastes possibilités d'accroître la production alimentaire dans les pays en développement du monde, et que les avenues de développement requises pour réaliser ce potentiel sont assez bien comprises. Pourtant, les objectifs fondamentaux de la Conférence mondiale de l'alimentation - tenue il y a près d'une décennie - sont encore loin d'être réalisés; ils consistaient à accroître la production alimentaire dans les pays qui en ont le plus besoin, à élargir la distribution effective des denrées par le biais de mesures destinées à améliorer le commerce, la consommation et la nutrition, et à mettre sur pied un meilleur système de sécurité alimentaire pour éviter que ne se répètent les fluctuations de prix perturbatrices que le monde a connues de 1972 à 1974.

Le Canada estime que les décisions essentielles destinées à soulager la faim et à diminuer la malnutrition dans le monde sont d'abord et avant tout politiques et qu'elles ne sont qu'accessoirement liées aux ressources naturelles et à des facteurs techniques ou économiques. Il n'y a pas de contraintes physiques ou technologiques insurmontables à l'accroissement du volume des approvisionnements alimentaires mondiaux pour répondre à l'expansion probable des populations au cours des trois ou quatre prochaines décennies. Toutefois, ce n'est que grâce à des efforts spéciaux de la part des pays en développement eux-mêmes pour accroître leur production alimentaires, efforts appuyés par des institutions multilatérales et des programmes d'aide bilatérale que le taux d'augmentation de la production de denrées peut traduire ce potentiel dans les faits et répondre adéquatement à la demande mondiale. Parallèlement, le gouvernement soutient activement les efforts en vue de relever la production intérieure afin que le Canada soit davantage en mesure de répondre aux besoins des 500 millions de personnes qui souffrent de malnutrition ou de famine dans le monde.

Un deuxième facteur clé de l'amélioration de la sécurité alimentaire mondiale est l'existence d'un système commercial à la fois stable et efficace. J'ai fait allusion il y a quelques instants aux possibilités d'exportation qui s'offrent à votre industrie. Le commerce mondial des céréales s'est établi à plus de 200 millions de tonnes métriques l'an dernier, soit plus du double du volume d'il y a dix ans, mais la part du Canada est passée de 18% à environ 11%. Outre nos efforts en vue d'améliorer l'infrastructure nationale pour les exportations, nous avons mûrement réfléchi, tant à l'occasion de discussions au pays qu'au sein d'instances internationales, aux conditions nécessaires pour hausser la production de denrées et de céréales afin de répondre à la croissance prévue de la demande. Qu'il s'agisse de production canadienne ou de production mondiale, nous sommes convaincus que les stimulants nécessaires pour les producteurs efficaces doivent venir des prix du marché. Nous ne croyons pas que la subvention gouvernementale de la production ou le soutien artificiel des prix soient la bonne voie. En termes réels, les prix actuels du blé canadien équivalent à environ la moitié de ceux de 1973-1974 et se rapprochent des prix très bas de 1976-1977. Il est manifestement nécessaire d'apporter des modifications au niveau des prix, sans quoi les meilleurs efforts des gouvernements nationaux, - que ce soit au Canada, aux États-Unis, en Afrique ou en Inde - resteront sans effet.

Voilà pourquoi nous disons que le marché mondial doit faire face à cette réalité et payer un prix raisonnable aux producteurs efficaces. La Communauté économique européenne a eu recours à des mesures de soutien artificiel des prix, et nous croyons fermement que cette décision a amené de sévères distorsions de la production mondiale et des tendances commerciales qui ont nui aux producteurs à l'extérieur de la CEE. Nous avons toujours été troublés par les politiques européennes visant à maintenir les prix intérieurs des céréales bien au-dessus des niveaux internationaux, avec les augmentations de production qu'une telle situation entraîne. Évidemment, cette situation réduit nos perspectives de commerce avec la Communauté, mais le problème s'aggrave bien davantage lorsque le recours à des subventions à l'exportation dans des marchés tiers se traduit par une réduction des revenus de producteurs qui, comme les nôtres, dépendent du marché mondial pour leurs profits. Nous croyons que les pays devraient chercher sérieusement à réduire tout programme qui a un effet dépressif sur les revenus de ces producteurs.

C'est pourquoi le Canada et d'autres grands exportateurs de céréales sont intéressés au plus haut point par l'issue des discussions en cours entre la France et ses partenaires de la CEE sur la réforme de la politique agricole commune. La Communauté a maintenant une occasion

unique d'apporter des modifications importantes à cette politique et nous avons confiance qu'elle y parviendra. Je puis vous avouer franchement que nous serions très préoccupés si l'on ne s'occupait que superficiellement des questions centrales en cause, les aides - sans plafond quantitatif - qui maintiennent des prix sensiblement supérieurs aux cours mondiaux et la pratique consistant à subventionner l'écoulement des excédents sur les marchés mondiaux. Cette dernière question sera également abordée par les participants à la réunion des ministres du Commerce des pays membres du GATT qui se tiendra en novembre.

J'ai également fait état il y a quelques instants du soutien du gouvernement aux initiatives destinées à améliorer sensiblement le système d'acheminement des produits dans l'Ouest canadien pour nous permettre d'atteindre nos objectifs d'exportation de céréales pour 1985 et 1990. Bien que je reconnaisse le rôle premier de la Commission canadienne du blé en ce qui concerne les exportations de céréales qui relèvent de la Commission, en ma qualité de ministre responsable des Affaires extérieures - et du secteur commercial -, je suis tout particulièrement conscient de l'importance de la commercialisation. Je voudrais vous assurer que mon Ministère et les membres du Service des délégués commerciaux feront tout en leur pouvoir pour soutenir les efforts de la Commission, ainsi que ceux de l'Office de la commercialisation des céréales du MEIR et du secteur privé pour rencontrer nos objectifs d'exportation. La réorganisation de mon Ministère, annoncée récemment, devrait nous permettre de nous acquitter de cette tâche de façon plus efficace.

Je devrais mentionner un ou deux secteurs où les questions liées au commerce des céréales ont pris une place fort importante dans l'élaboration de notre politique étrangère. À l'encontre du pétrole, où plus de 50% de la production globale est exportée par un groupe, 15% seulement de la production mondiale de céréales est destinée à l'étranger, ce qui rend la plupart des pays moins vulnérables aux interruptions des approvisionnements et mieux capables de trouver des solutions de rechange acceptables. Le Canada a toujours hésité à appliquer des restrictions sur le commerce des denrées pour des raisons économiques, humanitaires et générales. Voilà pourquoi nous avons établi de longue date des relations préférentielles avec l'URSS, la Chine et Cuba en matière de commerce céréalier. Toutefois, même si nous reconnaissons que les sanctions ou embargos n'ont généralement qu'un impact économique limité, le Canada ne reculera pas devant une menace sérieuse à la stabilité mondiale. Dans le cas de l'Afghanistan, le Gouvernement a estimé que les coûts de cette politique pourraient être absorbés de façon générale par tous les Canadiens; comme vous le savez, des indemnités

ont été versées au bout du compte aux producteurs. Plus récemment, le gouvernement a décidé de maintenir les expéditions de denrées à la Pologne puisqu'elles représentent une contribution importante du fait de la situation difficile dans laquelle se retrouve la population polonaise. Je tiens à vous rassurer que, dans ces deux cas, le gouvernement a dûment tenu compte des préoccupations et des désirs de l'industrie avant de prendre sa décision.

L'objectif fixé en 1974 par la Conférence mondiale de l'alimentation de réduire les fluctuations marquées au sein des marchés internationaux des céréales a fait l'objet de négociations détaillées en vue de la conclusion d'un nouvel Accord international sur le blé, ainsi que de discussions dans d'autres instances. Ces efforts ont malheureusement échoué en 1979 sur des différences touchant les prix minima et maxima, les niveaux des stocks et le volume d'aide spéciale à accorder aux pays en développement. Bien que ces efforts se soient révélés infructueux, nous avons continué de participer activement à de nouvelles discussions sur le nouvel accord, et certains progrès sur la question de la sécurité alimentaire ont été réalisés. Une nouvelle convention sur l'aide alimentaire, assortie de niveaux minimums garantis plus élevés, est entrée en vigueur en 1980, et des discussions se sont poursuivies sur la constitution d'un stock international de réserve qui pourrait être utilisé pour modérer les fluctuations extrêmes des prix tout en demeurant valable sur le plan commercial, sans effet dépressif sur les rentrées des producteurs. Une nouvelle facilité de financement alimentaire a été mise sur pied au sein du FMI pour aider les pays qui éprouvent des problèmes de balance des paiements en raison de leurs importations de denrées. D'autre part, la réserve alimentaire internationale d'urgence a atteint son objectif pour la première fois en 1981. Nous avons également organisé la tenue de réunions d'exportateurs de céréales pour échanger des renseignements et coordonner les politiques intérieures de manière à éviter tout effet perturbateur sur les marchés internationaux.

Nous continuerons de rechercher un accord multilatéral qui serve les intérêts des producteurs et des consommateurs et, notamment, qui garantisse des encouragements adéquats aux producteurs efficaces et un approvisionnement stable de denrées à des prix raisonnables pour les consommateurs. Même si nous estimons qu'il est pour le moment impossible de parvenir à un accord sur les prix, comme je l'ai mentionné précédemment, nous jugeons néanmoins important pour le long terme d'élargir le degré actuel de coopération entre exportateurs en incluant les importateurs. Nous croyons fermement qu'il va de l'intérêt des pays importateurs et des besoins alimentaires mondiaux, comme de ceux de l'industrie canadienne des céréales, de

mettre à contribution la capacité productive des producteurs nord-américains dans un accord qui fournisse la possibilité de profits raisonnables et d'approvisionnements stables.

J'ai parlé assez longuement de deux facteurs clés pour l'amélioration de la sécurité alimentaire mondiale - soit la production et le commerce - parce qu'ils vous touchent de près. L'aide est le troisième facteur clé de l'amélioration de la sécurité alimentaire mondiale. Dans le passé, notre principal point de concentration à ce chapitre était l'aide alimentaire. Plus récemment, il a été reconnu que, si cette composante continuera de jouer un rôle important dans la réponse aux situations d'urgence, nous devons dorénavant axer principalement nos efforts sur le développement des capacités de production agricole et alimentaire des pays en développement. Notre aide alimentaire s'oriente vers un concept fortement appuyé par Gerry Vogel, ancien directeur du Programme alimentaire mondial. Dans cette optique, la nourriture est utilisée comme capital de développement dans des projets rétribués en vivres.

L'une des trois grandes priorités de la Stratégie quinquennale de développement de l'ACDI sera le développement agricole et rural - ce secteur absorbera en fait quelque 45% de notre budget total d'aide au cours des cinq prochaines années. Comme je l'ai indiqué plus tôt, le Canada y va de contributions importantes, tant sur le plan bilatéral que multilatéral, dans les secteurs de la recherche, de l'éducation et de l'assistance technique. Je crois que de ce secteur émergera l'un de nos apports les plus importants à la sécurité alimentaire mondiale à long terme, et, dans certains cas, il pourra entraîner des retombées commerciales importantes.

J'ai brièvement touché à certaines des composantes de politique étrangère de l'industrie céréalière internationale, ainsi qu'au rôle qui revient au Canada dans ce domaine. Il est important de noter, à mon avis, qu'il existe un système de sécurité alimentaire international bien développé où entrent la production, commerce et aide et où il subsiste quelques lacunes, et que le Canada a une contribution importante à faire à ce chapitre. Pour rendre cette contribution efficace, nous devons examiner et résoudre certains problèmes - comme le taux Crow - de notre propre système de production et de distribution, et faire de même pour certaines questions internationales comme les problèmes inhérents au commerce et à l'aide au développement. L'industrie céréalière a été l'une des réussites du Canada et je n'ai aucun doute qu'elle continuera de contribuer de façon notable tant à la réalisation de nos objectifs de politique étrangère qu'à la sécurité alimentaire mondiale.